Le commerce extérieur de la France, analyse et commentaire (1950-1960)

Pierre-Yves Pépin

Volume 38, numéro 4, janvier-mars 1963

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1001822ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1001822ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Pépin, P.-Y. (1963). Le commerce extérieur de la France, analyse et commentaire (1950-1960). *L'Actualité économique*, 38(4), 586-625.
<https://doi.org/10.7202/1001822ar>

Le commerce extérieur de la France, analyse et commentaire (1950-1960)

Le commerce extérieur de la France a enregistré deux phases d'évolution distinctes au cours de la dernière décennie, soit une période de stagnation, de 1951 à 1954 (causée en partie par le contingentement et le contrôle des changes), et une période de croissance qui s'accélère fortement en 1959 et 1960. Cette évolution, qui se déroule dans une conjoncture économique mondiale favorable, facilitée aussi par la libéralisation des échanges et l'assouplissement des mesures de contrôle du mouvement des capitaux, est le résultat direct du succès des plans d'aménagement et de la mise en œuvre du Marché Commun.

Le graphique I souligne le changement graduel du déficit de la balance commerciale en un excédent, de la première à la deuxième période. Le commerce extérieur total, en 1951, s'élève à 30,996 millions de NF, et en 1960, à 64,916 millions. Au surplus, il illustre le fait fondamental que les échanges avec la zone franc sont caractérisés par des excédents, et les échanges avec les pays étrangers par des déficits. Ceux-ci sont particulièrement lourds de 1956 à 1958, tout comme en 1951 et 1952 (— 4,944 millions de NF en 1957), mais se réduisent considérablement en 1959 et 1960.

Les valeurs sont exprimées en francs courants, et correction doit être faite par suite de l'affaiblissement considérable de la monnaie. De 1948 à 1958, sa valeur réelle serait diminuée dans un rapport de 2 à 1 (indice du pouvoir d'achat intérieur du franc). Toutefois les échanges auraient doublé de 1948 à 1958, le tonnage passant de l'in-

COMMERCE EXTÉRIEUR DE LA FRANCE

Graphique I

dice 100 à l'indice 196¹. L'Annuaire statistique de la France, rétrospectif (éd. 1961), fournit aussi des indices de volume, mais pour la période de 1949-1956 seulement. De toute façon, il est bien évident qu'il faudrait diminuer les valeurs d'échanges de 1960 si on les met en rapport avec celles de 1951. Nous ne saurions toutefois indiquer dans quelle mesure.

Dès la fin de 1959, l'excédent de la balance des paiements de la zone franc s'élève à 1,154 millions de dollars ; cet excédent permet un accroissement des avoirs publics en or et en devises de 749 millions de dollars et une diminution de la dette publique à court terme (étranger) de 339 millions. Les réserves progressent en 1960, et elles atteignent plus de 2 milliards de dollars au 31 mai 1960, soit une somme trois fois plus importante qu'en 1957². La dette extérieure s'élève toutefois à 2.6 milliards et les frais d'intérêt et d'amortissement seront de 700 millions en 1960 et 1961. Pour faire face à ces déboursés, la balance des paiements doit devenir fortement excédentaire. À cause des obligations envers la C.E.E., le F.M.I. et le G.A.T.T., de la libéralisation et du désarmement tarifaires, de la concurrence internationale accrue, les manœuvres financières deviennent beaucoup plus délicates.

Les perspectives sont toutefois favorables : les pays clients maintiennent un haut niveau d'activité économique qui facilite les exportations, l'évolution des prix favorise l'industrie française, de nouveaux débouchés sont créés chez les partenaires de la C.E.E. On s'attend donc à une élévation du niveau des exportations en 1960 et 1961, parallèlement à une modification des structures : amélioration des ventes de produits alimentaires, chimiques, mécaniques. Enfin, la mise en valeur accrue des matières premières et des ressources énergétiques de la Métropole et de la zone franc devra faciliter l'équilibre général des échanges. Pour que ces résultats soient atteints, le commerce extérieur doit demeurer au premier plan des préoccupations, et le secteur privé doit assumer de lourds investissements.

Le phénomène essentiel de la distribution géographique du commerce français est la part croissante de l'Europe, principalement celle des partenaires du Marché Commun. De 1950 à 1960, la part de l'Europe dans les importations françaises s'est élevée de 30 à 41 p.c.,

1. Notes et Études documentaires, document F, no 2704, 30 septembre 1960.

2. Plan intérimaire 1960-61, Journal Officiel, 1960, p. 8.

et, dans les exportations, de 44 à 52 p.c. La balance commerciale de la France est donc largement positive avec les pays européens (graphique II). La part des partenaires du Marché Commun est évidemment prépondérante : ils concentrent 57 et 45 p.c. des importations et des exportations en 1950, 58 et 52 p.c. en 1958, 71 et 58 p.c. en 1960. La part de l'Allemagne fédérale, toujours majoritaire depuis le début de la décennie, n'a fait que s'accroître. Ce pays est suivi, mais de loin, par l'U.E.B.L. ; la forte croissance des échanges se détache nettement, sur le même graphique.

La France est fortement dépendante des pays étrangers autres que ceux d'Europe, pour son commerce d'importation. La part de ce groupe, qui atteignait 44 p.c. en 1950, s'est abaissée à 36 p.c. en 1960 (34 p.c. en 1958). La situation est différente à l'exportation, et ce groupe de pays n'absorbe que 18 p.c. des produits exportés en 1960 ; le commerce français avec eux est donc nettement déficitaire. On remarque (graphique II) que les États-Unis contribuent fortement à ce déficit. Le commerce avec le Canada agit dans le même sens, mais à une échelle beaucoup plus réduite : 1.4 p.c. (450 millions de NF) des importations françaises en 1960, et 0.7 p.c. (260 millions de NF) des exportations.

Les changements survenus dans la distribution géographique sont à souligner, car les différences énumérées ici, en pourcentage, jouent en fait sur un commerce dont la valeur en francs courants a doublé de 1950 à 1960. Les changements s'accroissent à partir de 1958, et c'est à ce moment-là aussi que le commerce français prend un nouvel essor. Retenons la prépondérance de l'Europe (avec une position favorable de la France) et le déficit élevé avec les autres pays étrangers. Par ailleurs, les échanges avec la zone franc sont en diminution relative.

Les échanges avec la zone franc, qui depuis la guerre absorbent environ les trois dixièmes de la valeur du commerce français, sont en diminution relative. Les importations, qui s'élevaient à 26 p.c. de l'ensemble en 1950, ont atteint 28 p.c. en 1958, mais ont diminué à 23 p.c. en 1960. Les exportations vers la zone franc, qui jouent traditionnellement un rôle plus important, présentent une évolution similaire, soit 36, 38 et 30 p.c. pour les mêmes années (graphique II). Quant à sa valeur, elle vient près de doubler entre 1951 (8.8 milliards de NF) et 1960 (17.2 milliards). La progression est toutefois très irrégulière d'un groupe de pays à l'autre. L'Algérie et le Sahara sont

Graphique II

Commerce extérieur de la France, 1950-60

Distribution géographique (en % de la valeur)

France - C.E.E. (en milliards de N.F.)

France - Zone franc (en milliards de N.F.)

en tête (de 29.8 à 46.1 p.c.) ; la poursuite des hostilités et l'exploitation pétrolière sont principalement responsables de cette progression. On enregistre parallèlement une diminution proportionnelle des échanges avec les États africains et malgache (25.6 et 20.8 p.c.) et avec ceux classifiés sous l'étiquette « autres pays de la zone franc » (38.6 et 24.9 p.c.). Le même graphique souligne le déficit du commerce de l'Algérie et du Sahara, et l'équilibre relatif des échanges avec les autres parties de la zone franc. Le commerce français est déficitaire vis-à-vis des départements et territoires d'Outre-mer, mais il s'agit d'un commerce très secondaire.

Les échanges commerciaux de la France sont divisés sur le plan statistique entre les produits de l'agriculture et ceux de l'industrie. Le graphique III permet de saisir l'importance relative de ces deux groupes en 1959 et 1960. Nous profitons de l'existence de ces données pour commenter l'évolution d'une année à l'autre, quoique une si courte période soit peu significative ; l'obtention et le commentaire de données pour l'ensemble de la dernière décennie auraient été beaucoup plus utiles. Il reste toutefois l'examen de la structure selon la zone franc, le Marché Commun et les pays étrangers, examen qui nous semble utile.

La part des produits industriels importés s'élève de 70.6 à 74.4 p.c. d'une année à l'autre, et la valeur à l'exportation diminue de 87.2 à 86 p.c. Au contraire, la part des produits agricoles importés s'abaisse de 29.4 à 25.6 p.c., et celle des produits exportés s'élève de 12.8 à 14 p.c.

L'importation de produits industriels en provenance de la zone franc est très faible, tandis que les exportations vers cette zone sont fortes, soit respectivement 2,202 et 8,031 millions de NF en 1960. La situation est inversée pour les produits de l'agriculture, soit 4,826 millions de NF à l'importation, et 1,856 à l'exportation. Pour l'ensemble des pays étrangers, incluant la C.E.E., le commerce extérieur, pour ce qui est des produits industriels et agricoles, est relativement équilibré en 1959. En 1960, les exportations de produits industriels prennent largement le pas sur les importations, soit respectivement 23 et 20.7 milliards de NF. Quant au Marché Commun, la France exporte davantage qu'elle n'importe, à la fois pour les produits de l'agriculture (+ 140 millions de NF en 1959 et + 487 en 1960) et pour les produits de l'industrie (+ 667 et + 471).

Graphique III

Le graphique IV met en relief le rôle considérable, quoique en régression, des matières premières et des produits semi-finis dans le commerce extérieur français, tant à l'importation qu'à l'exportation. En 1951, il s'agit de 7,800 millions de NF (48 p.c.) sur un total de 16,200 à l'importation, et de 6,200 millions (42 p.c.) sur un total de 14,800 millions à l'exportation. En 1956, l'importance relative est de 41 p.c. à l'importation (8,200 millions de NF sur 19,800), et de 35 p.c. à l'exportation (6,600 sur 16,200). On enregistre donc une diminution relative importante.

Voyons le secteur des produits finis. En 1951, la valeur des produits finis importés (2,200 millions de NF) atteint 14 p.c. de la valeur d'ensemble des importations ; en 1956, une valeur supérieure (3,000 millions de NF) groupe 16 p.c. de l'ensemble des importations. Le courant inverse est remarquablement important et stable : 41 p.c. (6,000 millions de NF) et 40 p.c. (6,400 millions de NF) pour les mêmes années. À l'exportation, la proportion des produits destinés à la consommation ($\frac{2}{3}$ du total) par rapport aux produits d'équipement ne bouge pas. La situation est différente à l'importation, et l'accroissement s'est effectué, de 1951 à 1956, par l'achat de produits d'équipement : 1,200 et 2,000 millions de NF. (Voir la politique française suivie au cours du II^e Plan, dans le numéro précédent de *L'Actualité Économique*.)

L'importation concentre plus des deux tiers du commerce des produits énergétiques, et la valeur d'ensemble n'augmente que légèrement de 1951 à 1956. La première année les valeurs s'établissent respectivement à 2,600 millions (16 p.c.) et 800 millions de NF (5 p.c.), pour les importations et les exportations, et à 3,400 (17 p.c.) et 1,000 millions (6 p.c.) en 1956. Une divergence similaire apparaît pour les produits destinés à l'alimentation humaine, et la valeur des importations est toujours au moins le double de la valeur des exportations : respectivement 3,600 (22 p.c.) et 1,800 millions de NF (12 p.c.) en 1951 ; le décalage est accru en 1956, et la valeur des produits alimentaires importés atteint 236 p.c. de celle des produits exportés³.

3. Des changements apportés à la nomenclature nous empêchent de poursuivre notre analyse de la structure des échanges sous cette forme jusqu'en 1960. Il faut nous référer à un autre système de compilation statistique et de représentation graphique (graphique IV).

Graphique IV

Commerce extérieur de la France
par groupes de produits

1951-56 (en milliards de N.F.)

1956-59 (en % de la valeur)

Une évolution structurelle apparaît dans les importations françaises entre les années 1956 et 1959, soit une augmentation proportionnelle de la part des produits manufacturés et une diminution de la part des produits bruts. À l'intérieur du groupe des produits manufacturés, il faut signaler l'importance croissante et régulière des produits d'équipement, soit de 10 à 13 p.c.

L'importance des produits manufacturés dans les exportations françaises leur donne un caractère monolithique ; ce secteur est d'ailleurs en progression entre 1956 et 1959, passant de 70 à 77 p.c. de la valeur d'ensemble, et les trois autres groupes, dont la valeur était déjà modeste, ont encore diminué en importance. Le groupe des produits finis destinés à la consommation est pratiquement le seul responsable des gains du secteur des produits manufacturés, entre 1956 et 1959 : de 23 à 30 p.c. de la valeur totale des exportations. En 1959 ce groupe est sur le même pied que les produits semi-finis. La valeur des produits destinés à l'équipement, par contre, n'atteint que 16 p.c. de la valeur totale en 1959.

*
* * *

Le commerce extérieur de la France est réparti, sur le plan statistique, en une dizaine de groupes d'importance très inégale. La caractéristique dominante de cette répartition (tableau I) est un net déficit pour les produits alimentaires et les boissons, les matières brutes, les corps gras et les combustibles, et une balance positive non moins marquée pour l'ensemble des produits finis. Si on fait la somme des importations et des exportations, le groupe des articles manufacturés domine très largement, avec 16 milliards de NF, suivi des machines et du matériel de transport, avec près de 13 milliards. L'addition des produits alimentaires et des boissons et tabacs, qui se fait tout naturellement, nous donne une valeur d'échange supérieure à celle des matières brutes, soit 10.7 milliards de NF. Les combustibles minéraux jouent un rôle de premier plan au commerce, avec une valeur de plus de 6 milliards, produits d'importation pour les quatre cinquièmes⁴. Les produits alimentaires, les boissons, les tabacs et certaines matières brutes provenant du règne végétal seront commentés à l'intérieur du commerce des

4. Statistiques du commerce extérieur, commentaires annuels, 1960.

produits agricoles, et nous considérons ici l'ensemble des produits industriels.

Tableau I
Commerce extérieur de la France, par groupes de produits, 1960
(en millions de NF)

	Total	Importations	Exportations	Balance
Articles manufacturés	16,027	5,129	10,898	+ 5,669
Machines et matériel de transport	12,832	4,469	8,363	+ 3,894
Matières brutes (non comestibles)	9,787	7,047	2,740	- 4,307
Produits alimentaires	7,989	4,638	3,351	- 1,287
Combustibles minéraux	6,585	5,277	1,308	- 3,969
Produits chimiques	4,430	1,500	2,930	+ 1,430
Articles manufacturés (divers)	3,607	784	2,823	+ 2,039
Boissons et tabacs	2,693	1,589	1,104	- 485
Huiles et graisses (animales et végétales)	575	481	94	- 387
Articles divers, n. d. a.	355	87	268	+ 179
TOTAL	64,937	31,016	33,901	+ 2,885

Le pétrole brut et les produits dérivés concentrent 70 p.c. des échanges du groupe des combustibles minéraux. Tout le pétrole brut et semi-raffiné est importé, mais les exportations de produits dérivés sont le double des importations. Les deux tiers du pétrole brut proviennent du Moyen-Orient (2,045 millions de NF), 694 millions de NF du Sahara, 72 millions du Gabon. La part du Sahara doit normalement s'élever rapidement au cours des prochaines années. Une grande partie des échanges de produits dérivés du pétrole se fait avec les partenaires de la C.E.E., soit 158 millions de NF à l'importation et 179 millions à l'exportation. L'U.R.S.S. (129 millions), le Moyen-Orient (60 millions) et les États-Unis (53 millions) occupent aussi une position avantageuse, à l'importation. À l'exportation, plus de 50 p.c. des produits dérivés du pétrole sont dirigés vers l'Afrique du Nord : Algérie 362 millions de NF, Maroc 99 millions, Tunisie 66 millions. Les autres clients importants sont européens (Royaume-Uni, 72 millions de NF).

Les importations de charbon, de coke et de briquettes sont importantes et les partenaires de la C.E.C.A. en fournissent tout naturellement une large part (491 millions de NF). Nous pourrions aussi mentionner l'U.R.S.S. (117 millions), le Royaume-Uni, les États-Unis et la Pologne. La presque totalité des exportations, modestes, sont dirigées vers les partenaires de la C.E.C.A., la Suisse et l'Algérie.

Tableau II

Combustibles, minéraux, lubrifiants et produits connexes, 1960
(en millions de NF)

	Total	Importations	Exportations	Balance
Charbon, coke et briquettes	744	630	114	— 516
Pétrole brut ou semi-raffiné	3,055	3,055	—	— 3,055
Produits dérivés du pétrole	1,628	518	1,110	+ 592
Gaz naturel et artificiel	67	35	32	— 3
Énergie électrique	89	38	51	+ 13
TOTAL	6,585	5,277	1,308	— 3,969

Nous avons extrait du groupe des matières brutes (non comestibles) les cuirs, les peaux et les pelleteries, les oléagineux et les fibres textiles, éléments traités à l'intérieur du secteur des produits agricoles, et nous nous contentons de rapporter ici la somme de leurs échanges. En faisant abstraction des éléments étudiés ailleurs, ce sont les minerais métallifères qui dominent les échanges de matières brutes ; 90 p.c. de l'exportation (790 millions de NF) consistent en minerai de fer et en déchets de fer et acier dirigés essentiellement vers les partenaires de la C.E.C.A., et 70 p.c. de l'importation (440 millions de NF) consistent en une gamme étendue de minerais et concentrés de minerais de métaux communs non ferreux provenant de près de quarante pays ; les grands fournisseurs sont extra-européens, comme le Maroc (133 millions de NF), l'Union Sud-Africaine (37 millions), les États-Unis (35 millions), l'Algérie (27 millions), l'Inde (20 millions). On compte aussi une valeur de 33 millions de NF en provenance de l'U.R.S.S., 15 millions de la Turquie et 14 millions de l'Espagne.

Les bois, les pâtes à papier et les déchets de papier forment un groupe d'importation. Le bois est subdivisé en bois de chauffage et charbon de bois, bois en rondins, bois équarri ou dégrossi et liège brut. Plus de 50 p.c. des échanges portent sur le bois en rondins (446 millions de NF) et 44 p.c. sur le bois équarri ou dégrossi (402 millions de NF). L'importation de bois en rondins l'emporte largement sur l'exportation, et plus des cinq sixièmes des entrées proviennent du Gabon (100 millions), de la Côte d'Ivoire (89 millions) et de Finlande (61 millions). Une proportion similaire des exportations est dirigée vers la C.E.E. (moins les Pays-Bas) et la Suisse. L'importation

des bois équarris ou dégrossis est dominée par les pays scandinaves, l'U.R.S.S. et les États-Unis, et l'exportation par la C.E.E., la Suisse, le Royaume-Uni et l'Afrique du Nord.

L'exportation des pâtes et déchets de papier est sans importance, et il s'agit essentiellement d'un courant d'entrée ; 90 p.c. de ces produits proviennent de 7 pays. Trois pays scandinaves, la Suède avec 212 millions de NF, la Finlande 98 millions et la Norvège 41 millions, concentrent les sept neuvièmes de l'importation ; les États-Unis, l'U.R.S.S., le Canada et l'Allemagne fédérale se partagent les « restes ».

Tableau III
Matières brutes non comestibles, moins carburants, 1960
(en millions de NF)

	Total	Importations	Exportations	Balance
Fibres textiles non transformables et déchets.....	3,352	2,541	811	— 1,730
Minerais métallifères et dérivés	1,532	647	885	+ 238
Bois, bois d'œuvre et liège	897	501	396	— 105
Caoutchouc brut, incluant synthétique et régénéré	847	823	25	— 798
Graines, noix et amandes oléagineux	833	823	10	— 813
Engrais et minerais bruts	653	422	231	— 191
Cuir, peaux et pelleteries brutes	643	475	168	— 307
Pâtes à papier et déchets de papier	559	504	55	— 449
Matières brutes, n.d.a.	464	309	155	— 154
TOTAL	9,787	7,047	2,740	— 4,307

Le caoutchouc brut, naturel ou synthétique, est un grand produit d'importation. On compte trois grands fournisseurs, soit les États-Unis (185 millions de NF) pour le caoutchouc synthétique, la Malaisie (298 millions) et le Viet-Nam (162 millions) pour le caoutchouc naturel. Le Canada fournit aussi une valeur appréciable de caoutchouc synthétique (45 millions). La consommation de caoutchouc naturel est à peu près stabilisée, tandis que celle du caoutchouc synthétique monte en flèche depuis le début de la dernière décennie.

Il faut séparer le commerce des engrais bruts et des minéraux bruts, qui sont d'ailleurs d'importance très inégale, soit 177 et 477 millions de NF. Dans le premier cas, il s'agit d'un courant d'importation (149 millions) en provenance d'Afrique du Nord, du Chili et du Pérou. Le commerce des minéraux brut est mieux partagé entre l'importation (274 millions) et l'exportation (203 millions) ; les achats proviennent

de plus de 25 pays, et les ventes les plus importantes sont effectuées à l'intérieur du Marché Commun et au Royaume-Uni.

Les produits chimiques jouent un rôle de premier plan dans le commerce extérieur français, produits d'exportation pour les trois cinquièmes de la valeur d'ensemble, et tous les secteurs de l'industrie chimique, à l'exception des produits du goudron qui ont d'ailleurs peu d'importance, ont une balance positive.

Les éléments et composés chimiques sont en tête : produits organiques 802 millions de NF dont 433 à l'exportation, et produits minéraux 620 millions dont 415 à l'exportation. Quelques pays répondent à la demande française (Allemagne fédérale, U.E.B.L., les Pays-Bas, Royaume-Uni, États-Unis, Israël) tandis que les ventes sont généralement très fractionnées et se dirigent vers près de 50 pays ; les principaux pays vendeurs sont aussi les principaux pays clients, plus l'Italie et le Brésil.

Afin de répondre à certaines exigences de la nomenclature, on a groupé les explosifs et les produits chimiques divers, mais en réalité les explosifs ne comptent que pour 50 millions de NF aux échanges et pour les autres produits nous ne saurions que répéter le commentaire formulé au sujet du groupe précédent, tant pour la répartition des ventes que pour celle des achats.

Les huiles essentielles et les produits utilisés en parfumerie, entretien, etc., ont des valeurs d'échange respectives de 300 et 379 millions de NF. Il est intéressant de souligner que les importations d'huiles

Tableau IV

Produits chimiques, 1960

(en millions de NF)

	Total	Importations	Exportations	Balance
Éléments et composés chimiques	1,421	574	847	+ 273
Explosifs et produits divers	931	374	557	+ 183
Huiles essentielles et produits utilisés				
en parfumerie	678	149	529	+ 380
Produits médicaux et pharmaceutiques	619	127	492	+ 365
Engrais manufacturés	428	87	331	+ 244
Produits pour teinture, tannage et colorants	310	154	156	+ 2
Goudron et produits bruts, etc.	49	33	16	- 17
TOTAL	4,430	1,500	2,930	+ 1,230

essentielles proviennent en bonne partie d'Afrique et d'Asie alors que les ventes se font surtout en Europe. Les achats de produits finis sont évidemment très faibles (28 millions de NF), mais les ventes sont dirigées vers un très large éventail de pays consommateurs (45 p.c. vers la zone franc). Quant aux produits médicaux et pharmaceutiques, les quelques achats extérieurs sont le fait de pays hautement industrialisés comme l'Allemagne fédérale, la Suisse, les États-Unis.

Les achats d'engrais sont effectués dans le Marché Commun, en Suisse et en Afrique du Nord, et les ventes sont très fractionnées. Enfin, les produits pour teinture, tannage et colorants, produits de transformation, sont déficitaires pour les colorants dérivés du goudron de houille (importations 90 millions de NF et exportations 67 millions). Les exportations sont légèrement plus fortes pour les extraits à teinture et tannage, et pour les pigments, les peintures, les vernis. Les échanges de goudron minéral et de produits connexes sont sans importance.

La disparité des composants du groupe « articles manufacturés » rendrait vaine toute tentative de commentaire d'ensemble (nous pouvons rappeler tout au moins le premier rang occupé par le groupe dans le commerce extérieur français et l'importance du solde positif), mais nous décrirons successivement les principaux secteurs.

Tableau V

Articles manufacturés : matières premières, 1960

(en millions de NF)

	Total	Importations	Exportations	Balance
Métaux communs	7,250	2,289	4,961	+ 2,672
Filés, tissus, articles façonnés	3,161	411	2,750	+ 2,339
Articles en métal	1,278	371	907	+ 636
Articles minéraux non métalliques, n.d.a.	925	277	648	+ 371
Papier, carton et objets en pâte	621	231	390	+ 159
Articles en caoutchouc	572	104	468	+ 364
Argent, platine, etc.	434	253	181	— 72
Cuir, articles et fourrures	404	100	304	+ 204
Articles en bois et en liège	375	88	287	+ 199
TOTAL	16,027	5,129	10,898	+ 5,769

Le fer et l'acier comptent pour les cinq septièmes de la valeur d'ensemble des échanges de métaux communs, dont 80 p.c. à l'exportation.

Tous les autres métaux viennent loin derrière. Exception faite de l'aluminium, il s'agit de soldes négatifs élevés pour chacun d'eux. L'énumération des acheteurs de fers et aciers, très nombreux, ne présente pas d'intérêt ici. Toutefois, la valeur des achats de quelques pays est tellement importante qu'elle doit être soulignée : Allemagne fédérale (892 millions de NF), Italie (335 millions), États-Unis (216 millions), Chine (132 millions), Pays-Bas (109 millions), Suède (106 millions), Suisse (199 millions), U.R.S.S. (196 millions), U.E.B.L. (207 millions), Algérie (363 millions). On en recense encore une quarantaine dont les achats ont une valeur moyenne supérieure à 30 millions de NF. Les échanges avec les partenaires de la C.E.C.A. comprennent 1,543 millions de NF à l'exportation, et 769 millions à l'importation, dont 554 pour l'U.E.B.L. (les cinq neuvièmes des achats).

Tableau VI

Articles manufacturés : les métaux communs, 1960

(en millions de NF)

	Total	Importations	Exportations	Balance
Fer et acier	5,183	973	4,410	+ 3,437
Cuivre	929	750	179	— 571
Aluminium	427	147	280	+ 133
Nickel	189	189	45	— 144
Étain	137	135	2	— 133
Plomb	70	59	11	— 48
Divers	64	44	20	— 24
Zinc	48	35	13	— 22
TOTAL	7,250	2,289	4,961	+ 2,672

Les États-Unis (175 millions de NF), l'U.E.B.L. (231 millions) et la République du Congo (110 millions), répondent aux cinq septièmes des besoins français en cuivre (Canada 54 millions). Les exportations sont dirigées vers le Marché Commun, l'Algérie, les États-Unis. Le nickel, l'étain, le plomb et le zinc sont des produits d'importation. Les grands fournisseurs de nickel sont la Nouvelle-Calédonie (73 millions), le Royaume-Uni (33 millions) et le Canada (24 millions). L'étain provient de la Malaisie (44 millions), des Pays-Bas (42 millions) et de l'U.E.B.L. (34 millions), surtout. L'industrie française de l'aluminium, dont le solde du commerce extérieur positif, n'a que quelques grands fournisseurs : le Cameroun (68 millions), les États-

Unis (35 millions) et le Canada (23 millions). La gamme des acheteurs, au contraire, est assez étendue, et les partenaires du Marché Commun groupent l'essentiel de ces achats.

L'activité de l'industrie textile française s'exerce à un haut niveau, et la qualité et le volume de production lui permettent de répondre à une forte demande étrangère. L'importation ne s'élève qu'au sixième de la valeur de l'exportation, et 75 p.c. consistent en produits qui subiront généralement d'autres transformations. Les filés et fils textiles concentrent plus du tiers de la valeur des exportations. Le Marché Commun est le premier client de la France, absorbant de 40 à 45 p.c. des exportations, suivi de la zone franc, avec plus de 30 p.c., et des États-Unis. Ce dernier pays et les partenaires du Marché Commun fournissent aussi la plus grande partie des importations.

Le commerce des articles minéraux non métalliques comprend essentiellement le verre et la verrerie (367 millions), les matériaux de construction (342 millions), la poterie (53 millions) et quelques autres produits (163 millions), intéressant surtout le commerce européen. Au sujet des échanges de cuir et d'articles manufacturés en cuir, notons que le Royaume-Uni, l'Allemagne fédérale et les États-Unis comptent parmi les principaux clients. Les articles manufacturés en caoutchouc sont destinés à un large éventail de clients, quoique les États-Unis et l'Allemagne fédérale dominent encore, ainsi que l'Algérie.

Plus de la moitié des importations de papier et de carton proviennent de la Scandinavie, tandis que l'Allemagne fédérale est le premier client avec 51 millions de NF, suivie de l'Algérie (45 millions) et de

Tableau VII

Articles manufacturés : filés, tissus, textiles et autres produits, 1960
(en millions de NF)

	Total	Importations	Exportations	Balance
Filés et fils textiles	1,111	139	972	+ 833
Tissus (moins le coton)	765	123	642	+ 519
Tissus de coton	663	47	616	+ 569
Articles façonnés	217	43	174	+ 131
Tulle, dentelles et mercerie	192	13	179	+ 166
Textiles spéciaux et produits connexes	130	24	106	+ 82
Tapis et tapisseries	82	22	60	+ 38
TOTAL	3,161	411	2,750	+ 2,339

l'U.E.B.L. (25 millions). Le commerce des articles manufacturés en pâte de bois, en papier et en carton est bien secondaire. Les produits groupés sous le titre articles manufacturés en bois et liège, comprennent des bois de placage, des contre-plaqués, des panneaux, etc., pour plus des deux tiers (241 millions) ; on compte encore les articles manufacturés en bois (109 millions) et en liège (22 millions).

Les échanges de machines et de matériel de transport concentrent 16.6 p.c. du commerce extérieur français, et les exportations sont deux fois plus importantes que les importations. La nomenclature divise ce groupe en trois secteurs. L'importance du commerce des machines (moins les machines électriques) et du matériel de transport est similaire mais, dans le premier cas, les exportations se situent à un niveau voisin de celui des importations, tandis que les exportations de matériel de transport sont quatre fois plus importantes que les importations. La valeur des échanges de machines électriques est nettement en deçà de celle de ces deux groupes ; mais les exportations ont une valeur double de celle des importations. Voyons les caractéristiques de chacun des secteurs, dont les ventes vont, pour 75 p.c., aux pays étrangers.

Tableau VIII

Articles manufacturés : machines et matériel de transport, 1960
(en millions de NF)

	Total	Importations	Exportations	Balance
<i>Machines autres qu'électriques</i>	5,484	2,707	2,777	+ 70
Utilisées dans les mines	3,097	1,357	1,736	+ 379
Génératrices	884	445	439	- 6
Travail des métaux	524	301	223	- 78
De bureau	488	262	226	- 36
Tracteurs (autres qu'à vapeur)	278	202	68	- 134
Machines et appareils agricoles	223	139	84	- 55
<i>Machines et appareils électriques</i>	1,955	657	1,298	+ 641
<i>Matériel de transport</i>	5,398	1,111	4,287	+ 3,176
Véhicules automobiles	3,580	321	3,259	+ 2,938
Aéronefs	1,063	604	459	- 145
Navires	412	150	263	+ 113
Matériel roulant de chemin de fer	219	18	201	+ 183
Autres véhicules routiers	116	11	105	+ 94
TOTAL	12,832	4,469	8,363	+ 3,894

Le niveau élevé du commerce des machines utilisées dans les mines et la construction, qui laisse apparaître une confortable balance posi-

tive, permet d'équilibrer les échanges des autres éléments du secteur des machines (autres qu'électriques), qui sont tous déficitaires ; le déficit est particulièrement élevé pour les tracteurs et les machines et appareils agricoles. Les principaux échanges se font avec les partenaires du Marché Commun, le Royaume-Uni et les États-Unis, et des ventes importantes sont effectuées en U.R.S.S., en Algérie, et dans bon nombre de pays en voie d'industrialisation comme le Brésil, l'Espagne, l'Inde et le Pakistan. La balance des échanges de machines et appareils électriques est largement positive, mais le déficit de la France vis-à-vis des États-Unis pour ce secteur est très élevé (exportations 29 millions et importations 254 millions de NF). Par contre, l'Algérie est de loin le premier acheteur avec une valeur de 269 millions de NF.

Les ventes de matériel de transport jouent un rôle de premier plan dans l'équilibre du commerce extérieur de la France, ventes dominées par les véhicules routiers pour plus de 65 p.c. ; par voie de comparaison les importations de véhicules routiers sont sans importance. La zone franc et le Marché Commun absorbent respectivement le tiers et le cinquième des exportations ; l'Algérie et l'Allemagne fédérale dominent les deux groupes avec 469 et 260 millions de NF. Le premier client demeure toutefois les États-Unis, avec 460 millions de NF, et le Royaume-Uni et la Suisse absorbent encore pour une valeur de 178 et 132 millions de NF de véhicules routiers.

Le commerce des aéronefs est déficitaire, alors que les États-Unis fournissent les onze douzièmes des importations avec une valeur de 554 millions de NF ; les exportations intéressent surtout l'Europe. Il n'en va pas de même pour les navires, et des ventes relativement importantes sont réalisées au Chili, au Libéria, au Panama. Enfin, le commerce du matériel roulant pour chemin de fer consiste essentiellement en un courant d'exportations. Les principaux clients sont l'U.R.S.S. (44 millions), l'Inde (36 millions) et la Chine (30 millions).

Il apparaît de façon évidente, à la suite de cet examen des échanges français, qu'une grande partie des exportations (machines et matériel de transport, articles manufacturés) est basée sur une forte production de fer et d'acier, celle-ci appuyée à son tour sur un approvisionnement abondant en charbon, coke, etc. Comme l'on sait, l'appareil coordinateur de ce secteur de la production est la C.E.C.A., et il convient de voir un peu où en est cet organisme après bientôt dix ans d'activité.

Nous avons mentionné, dans un article précédent⁵, que la proposition Schuman, énoncée dans l'optique d'une meilleure adaptation aux conditions du monde moderne, avait entraîné la création de la C.E.C.A. : liberté d'approvisionnement aux meilleures conditions, abolition des inégalités, règles communes de concurrence, développement sélectif, protection de la main-d'œuvre vis-à-vis du progrès technique⁶.

Les résultats sont probants. La cadence de production annuelle de l'industrie sidérurgique passa de 38 à 73 millions de tonnes métriques entre 1951 et 1961, soit respectivement 17.9 p.c. et 21.3 p.c. de la production mondiale. Le commerce de l'acier entre les six partenaires a quadruplé (2.1 et 8.8 millions de tonnes). En 1952, l'Allemagne fédérale (18.6 millions de tonnes) et la France (10.9 millions de tonnes) assuraient 70.6 p.c. de la production d'acier de la Communauté ; leur rôle est identique en 1960, mais le volume de production a crû de plus des deux tiers. En 1960, la part de l'U.E.B.L. s'élève à 15.6 p.c., celle de l'Italie à 11.3 p.c. et celle des Pays-Bas à 2.6 p.c.

Une des réussites les plus intéressantes de la C.E.C.A. est la stabilité des prix : de 1953 à 1960, l'indice des prix s'est élevé de 3 points seulement.

La C.E.C.A. bénéficie d'un approvisionnement stable pour le minerai de fer. Le volume d'extraction est passé de 64.2 millions de tonnes en 1953 à 95.8 en 1960 ; les importations s'élèvent à 23 millions de tonnes au cours de cette dernière année. (Le marché de la ferraille est équilibré). L'approvisionnement en coke est assuré ; c'est l'un des plus sûrs débouchés pour le charbon. La C.E.C.A. fait face à un problème aigu pour cette matière première, à cause de la concurrence des autres sources d'énergie, particulièrement le pétrole ; le charbon s'accumule sur le carreau des mines. Malgré cela, la tendance générale est à l'optimisme.

*
* *
*

La part des produits de l'agriculture dans le commerce extérieur de la France s'élève à 18.7 p.c. en 1960, soit 12,713 millions de NF sur un total de 64,916. Les trois quarts du commerce français se font avec

5. *L'Actualité Économique*, octobre-décembre 1962.

6. C.E.C.A., *Les Cahiers de la Communauté Européenne*, no 5, Services d'Information, 1961.

les pays étrangers, et les produits de l'agriculture réunissent 13 p.c. des exportations effectuées avec ce groupe de pays. Le rôle des produits de l'agriculture est relativement plus important dans les échanges avec la zone franc, soit 69 p.c. à l'importation et 18 p.c. à l'exportation.

Le tableau IX souligne la forte croissance du commerce des produits agricoles (en francs courants) au cours des quatre dernières années, croissance qui affecte à la fois les importations et les exportations des pays étrangers et de la zone franc, mais qui est beaucoup plus marquée dans le premier cas : progression de 50 p.c. à l'importation et de 52 p.c. à l'exportation. Si l'on considère l'ensemble du commerce extérieur avec les pays étrangers, la part relative des produits de l'agriculture augmente légèrement à l'importation et demeure stable à l'exportation. Quant à la zone franc, les importations de produits de l'agriculture, qui dominent toujours les échanges, sont en nette diminution relative ; la part des exportations est stable. Le déficit français quant aux produits agricoles est très net. Il s'agit de 3,137 millions de NF en 1957, dont 3,027 vis-à-vis de la zone franc, et de 3,197 millions de NF en 1960 (zone franc : 2,970 millions).

Disons en passant que les méthodes de classement statistique, dont le but est de favoriser le plus grand nombre d'utilisateurs possible, ne

Tableau IX
Valeur du commerce des produits agricoles, 1957-60

	Étranger	Zone franc	Étranger	Zone franc
	(en millions de NF)		(en pourcentage)	
Importations				
1957	2,015	4,210	11.5	78.0
1958	2,157	5,100	12.6	78.5
1959	2,633	4,700	13.8	77.1
1960	3,129	4,826	13.0	68.5
Exportations				
1957	1,905	1,183	15.4	18.0
1958	1,647	1,410	12.2	17.4
1959	2,058	1,503	11.0	17.1
1960	2,902	1,856	12.3	18.3

peuvent être toujours parfaitement satisfaisantes lorsqu'il s'agit d'approfondir une question déterminée. Ainsi en est-il des statistiques françaises portant sur l'agriculture ⁷. En 1960, la Direction des Douanes utilise « la classification type pour le commerce international adoptée par l'Organisation des Nations-Unies ». Il faut y rechercher les données sur le commerce des produits agricoles à l'intérieur de plusieurs groupes de produits : produits alimentaires, boissons et tabacs, matières brutes non comestibles, huiles et graisses d'origine animale ou végétale. Le regroupement des produits de l'agriculture sous les étiquettes produits alimentaires et produits agricoles et animaux destinés à l'industrie, simplifie la présentation, et surtout, la compréhension des problèmes relatifs à leur commerce.

Si on ne tient compte que des produits alimentaires (tableau X), la balance commerciale est positive (+ 562 millions de NF). La situation est diamétralement opposée pour les produits destinés à l'industrie (— 3,520 millions). Sur le plan de la structure des échanges, la disproportion est accentuée entre les importations et les exportations de produits destinés à l'industrie ; ceci est normal, car la France a tout intérêt à faciliter la transformation des produits agricoles et animaux par l'industrie domestique. Ces produits proviennent surtout des pays étrangers

Tableau X

Produits agricoles destinés à l'alimentation et à l'industrie, 1960

	Total		Étranger (en pourcentage)	Zone franc
	(millions de NF)	p.c.		
	Exportations			
Alimentation.....	4,306	78	60	40
Industrie.....	1,232	22	92	8
TOTAL.....	5,538	100		
Importations				
Alimentation.....	3,744	56	53	47
Industrie.....	4,752	40	79	21
TOTAL.....	8,496	100		

⁷. Statistiques du commerce extérieur de la France, année 1960, min. des Finances et des Affaires économiques, 1961.

(79 p.c.). L'importation des produits alimentaires est mieux équilibrée. À l'exportation (cela est prévisible), la zone franc ne requiert qu'une part très faible des produits destinés à l'industrie.

Le tableau XI présente le commerce des produits alimentaires en 1960. La France bénéficie d'une balance positive importante dans le cas des animaux à boucherie, des produits laitiers, des céréales et des boissons. Elle est fortement déficitaire pour les fruits et légumes, et aussi, elle importe la totalité des produits tropicaux nécessaires pour répondre à la demande intérieure. Le niveau similaire des importations et des exportations de sucre s'explique par la nécessité d'établir un équilibre entre la production domestique (betterave) et la production de la Communauté (canne).

La France exporte beaucoup plus qu'elle n'importe d'animaux vivants et de produits animaux ; l'Algérie (206 millions de NF) est le premier client de la France, suivie de l'Allemagne fédérale (168 millions) et de l'Italie (98 millions). Seul le secteur « viande en boîte et produits divers » profite d'un large éventail de distribution. Les entrées d'animaux vivants et de viande fraîche réfrigérée ou congelée, proviennent essentiellement des Pays-Bas, de l'Allemagne fédérale, de l'U.E.B.L. (On compte aussi des volumes notables de viande préparée importés d'Italie et de Hongrie).

Forte productrice de produits laitiers (lait et crème, beurre, fromage), la France entretient un commerce actif avec la C.E.E. ; celle-ci

Tableau XI
Commerce des produits alimentaires, 1960
(en millions de NF)

	Impor- tations	Expor- tations	Balance
Animaux vivants, viande et produits	347	596	+ 249
Produits laitiers, oeufs et miel	237	429	+ 192
Céréales et produits	362	947	+ 585
Fruits et légumes	756	526	— 230
Sucre et produits	488	473	— 15
Café, thé, cacao, épices et produits	945	61	— 884
Produits alimentaires pour animaux (moins céréales non moulues)	182	123	— 59
Produits alimentaires préparés, divers	9	97	+ 88
Boissons	417	1,053	+ 636
TOTAL	3,744	4,306	+ 562

groupe ses principaux clients et fournisseurs : 134 millions de NF à l'exportation (dont 76 pour l'Allemagne fédérale) et 95 millions à l'importation. Les autres fournisseurs sont la Suisse (47 millions) et le Danemark, l'Argentine, l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Mentionnons des ventes françaises de 28 millions de NF au Royaume-Uni. Les produits laitiers destinés à la zone franc sont consommés essentiellement en Algérie (152 millions). La France est fortement déficitaire pour les œufs, importés des Pays-Bas, de l'U.E.B.L., du Maroc. Le commerce du miel est très secondaire.

La France importe relativement peu de céréales, mais en exporte des volumes considérables vers la zone franc et les pays étrangers. Les importations consistent en blé dur, maïs, riz, semoules, froment, méteil. Le Canada est le principal fournisseur de blé dur en 1960, avec 71 millions de NF ; il est suivi du Maroc (33 millions), de la Tunisie (20 millions), de l'Argentine (11 millions). Le maïs est importé surtout des États-Unis (20 millions) et du Mexique (14 millions), le riz de la République Malgache (22 millions) et du Cambodge (20 millions), les semoules, le froment, le méteil, de l'Algérie (45 millions) et de la Tunisie (21 millions).

Les exportations sont beaucoup plus fortes : il s'agit principalement de blé tendre et de méteil (294 millions), d'orge (155 millions) et de maïs (56 millions). L'Allemagne fédérale et l'Algérie absorbent la plus grande partie du blé tendre et du méteil, et l'on compte encore des volumes importants dirigés vers le Maroc (38 millions), le Sénégal (39 millions), le Royaume-Uni (25 millions). L'orge est consommée surtout par les partenaires du Marché Commun (93 millions), la Suisse (36 millions), le Danemark (16 millions) et l'Espagne (10 millions). Enfin, le Royaume-Uni (42 millions) et l'Italie importent la plus grande partie du maïs.

La France est forte consommatrice de fruits et légumes. L'Algérie (197 millions), le Maroc (160 millions) et la Tunisie (32 millions), fournissent la plus grande partie des fruits importés, suivis de la République de la Côte d'Ivoire (64 millions) et du Cameroun (31 millions). Des volumes appréciables sont aussi importés d'Argentine (27 millions), des États-Unis (31 millions), de la Turquie (25 millions). Les exportations de fruits sont relativement faibles par contre ; indiquons 136 millions de NF vers l'Allemagne fédérale, le Royaume-Uni,

la Suisse et l'Algérie. Quant aux importations de légumes, ce dernier pays est en tête avec 149 millions de NF, suivi des partenaires du Marché Commun (moins l'Allemagne fédérale), 97 millions de NF, et de l'Espagne (26 millions). Les exportations françaises sont réduites : l'Allemagne fédérale, principal client, importe pour une valeur de 56 millions de NF.

Le commerce du sucre et des sucreries se fait surtout à l'intérieur de la zone franc. Le sucre de canne provient de la Guadeloupe (101 millions), de la Martinique (58 millions) et de la Réunion (152 millions) ; on importe aussi de l'étranger : Cuba (52 millions) et Brésil (37 millions). L'Algérie est le principal consommateur de sucre français : sucre de betterave (102 millions), saccharose (60 millions) et sucreries (20 millions). Le Maroc importe de son côté pour une valeur globale de 64 millions de NF. On compte aussi des ventes importantes effectuées à la Suisse (34 millions) et à la République du Sénégal (39 millions).

Le café, le cacao, le thé et les épices sont normalement des produits d'importation dans le commerce français. Les pays de la zone franc sont les principaux fournisseurs : République de la Côte d'Ivoire (315 millions), République Malgache (124 millions), Cameroun (132 millions), Guinée (27 millions). Parmi les fournisseurs étrangers, seul le Brésil occupe une place vraiment marquante avec 140 millions de NF, le café essentiellement. Dans le cas de la Côte d'Ivoire et du Cameroun, il s'agit de café en grande partie, mais il faut aussi compter respectivement 69 et 56 millions de NF de cacao. Enfin, la plus grande partie du thé importé provient de Ceylan : 8 millions de NF.

Les boissons sont au premier rang des produits alimentaires exportés par la France. Ces produits sont absorbés par les pays étrangers surtout, le Marché Commun en tête, avec 274 millions de NF dont 160 millions pour l'Allemagne fédérale et 77 pour l'U.E.B.L. Les autres grands clients européens sont le Royaume-Uni (171 millions), la Scandinavie (70 millions), la Suisse (54 millions). La part de l'Amérique du Nord n'est pas négligeable pour autant, et les États-Unis et le Canada absorbent respectivement 135 et 29 millions de NF de boissons. Les importations françaises proviennent essentiellement de l'Afrique du Nord (vins de consommation courante) : l'Algérie (1,175 millions), Tunisie et Maroc (150 millions). Mentionnons encore les

importations de rhum antillais : Guadeloupe (15 millions) et Martinique (22 millions).

Le déficit très élevé du commerce des produits agricoles et animaux destinés à l'industrie ne peut nous surprendre puisque, d'une part, il s'agit de produits à l'état brut ou peu travaillés destinés à alimenter l'industrie de transformation française⁸, et que d'autre part, les déficits les plus importants concernent des produits en provenance des régions tropicales, comme les oléagineux, le coton, le jute.

Tableau XII

**Commerce des produits agricoles et animaux destinés
à l'industrie, 1960**
(en millions de NF)

	Importations	Exportations	Balance
Tabacs et produits	177	51	— 126
Cuir, peaux et pelleteries	475	169	— 306
Graines, noix et amandes oléagineux	823	11	— 812
Fibres textiles non transformables	2,486	751	— 1,735
Matières brutes, n.d.a.	309	156	— 143
Huiles et graisses	481	95	— 386
TOTAL	4,752	1,232	— 3,520

Les graines et les fruits oléagineux sont essentiellement des produits d'importation pour la France. L'arachide est au premier rang des produits tropicaux importés de la zone franc, avec une valeur de 445 millions de NF : le Sénégal (230 millions), le Niger (46 millions), le Dahomey ; à l'extérieur de la zone franc le Nigéria (82 millions) et le Soudan fournissent aussi des volumes appréciables.

Le coprah (91 millions) provient surtout d'Indonésie, des Philippines, des Nouvelles-Hébrides et de la Polynésie française, les noix et amande de palmiste (80 millions) des Républiques de la Côte d'Ivoire et du Dahomey. L'Amérique du Nord n'est pas absente du champ d'importation des graines et fruits oléagineux, et les États-Unis four-

8. Nous avons hésité à inclure les cuirs, les peaux et les pelleteries dans ce groupe de produits ; la plus grande partie des cuirs et des peaux provient des animaux de ferme, mais les pelleteries sont surtout le fait du trappage pratiqué généralement dans des régions nullement agricoles. Ces pelleteries représentent ici 52 millions de NF à l'importation et 36 millions à l'exportation.

nissent 83 des 90 millions de NF de fèves de soja achetées par la France, le Canada 39 millions de NF de graines de lin et 8 millions de NF de colza. Les importations françaises comptent encore des volumes moins importants de graines de ricin, de tournesol, d'œillette et de pavot, de sésame.

L'éventail des produits importés par la France, catalogués sous l'étiquette corps gras, est très large, mais le Sénégal fournit à lui seul 190 millions de NF d'huile d'arachide, brute et raffinée, sur une valeur totale de 291 millions de corps gras importés. On compte encore 38 millions de NF d'huile brute d'olive, de Tunisie, 12 millions d'huile brute de palme, du Dahomey, 11 millions d'huile brute d'arachide, du Niger. La part de certains pays étrangers est aussi très appréciable : l'huile brute de lin d'Argentine (22 millions), huile de ricin et de pulghere, du Brésil (19 millions), etc. À l'item « huile d'origine animale » indiquons une valeur de 16 millions de NF d'huile de baleine en provenance de la Norvège.

Le commerce considérable des fibres textiles consiste en laine et en coton pour plus de 90 p.c. de la valeur d'ensemble. Quelques grands pays éleveurs fournissent la presque totalité de la laine importée par la France : Nouvelle-Zélande (308 millions), Australie (472 millions), Union Sud-Africaine (145 millions) et Argentine (70 millions). Par ailleurs, les partenaires du Marché Commun absorbent près de la moitié des ventes françaises de laine (396 millions), dont 160 pour l'U.E.B.L. et 144 pour l'Italie ; des valeurs moindres sont destinées aux autres pays européens.

La moitié des importations de coton proviennent des États-Unis (502 millions), et la zone franc en expédie aussi pour plus de 100 millions de NF. On importe aussi du Moyen-Orient (150 millions), du Mexique (64 millions), du Brésil (25 millions). Le jute est importé du Pakistan (104 millions), essentiellement. Enfin, les achats de soie proviennent surtout de la Chine (14 millions) et du Japon (37 millions).

De la situation d'ensemble du commerce extérieur français, on peut retenir le haut niveau de production des produits alimentaires habituellement cultivés en régions tempérées, et des animaux et produits animaux (pour l'alimentation). Une déficience normale apparaît pour les divers produits tropicaux ; une déficience accusée apparaît

aussi pour un certain nombre de produits cultivés en régions tempérées, mais des facteurs de rentabilité et de politique économique générale en sont surtout la cause.

Parmi les divers facteurs qui conditionnent les achats très élevés de produits agricoles destinés à l'industrie, outre le facteur climatique, rappelons le cas de certains achats extérieurs qui sont plus rentables que la production domestique (cas de certains oléagineux, d'huiles industrielles, etc.), les traditions d'échanges, le besoin d'exporter vers les pays que l'on désire voir importer des produits manufacturés français, des matières premières agricoles (ou peu ouvrées) alimentant d'ailleurs cette industrie domestique.

Ces circuits d'échanges répondent bien aux besoins globaux de l'économie française, mais les problèmes de l'agriculture domestique sont tout autres, et les producteurs désireraient exporter davantage leurs produits alimentaires. Cette agriculture est handicapée par la progression rapide du coût des services et des facteurs de production relativement à celle des prix de vente, par une commercialisation déficiente (où les intermédiaires trouvent largement leur profit), par des surplus de production bloqués sur le marché domestique à cause des prix peu compétitifs et de la lenteur d'organisation du Marché Commun agricole.

En agriculture, on peut plus facilement observer les phénomènes qu'infléchir leur cause, et la montée des surplus est suivie de près. « Il est peu vraisemblable qu'à l'avenir le rythme d'accroissement de la population française soit supérieur à 0.7 p.c. par an. Or, de 1949 à 1954, les productions alimentaires ont augmenté en moyenne de plus de 4 p.c. l'an et on peut être certain, étant donné les possibilités du sol français, que cette progression pourra être accélérée... » soulignait déjà J.-M. Jeanneney ⁹ en 1956 ; sans ignorer les exigences des marchés étrangers en matière de qualité et de prix, il croit pourtant à leur conquête.

Cinq ans plus tard, le ministère de l'Agriculture ¹⁰ rappelle à son tour que « la France est condamnée aux excédents de production agricole. Il faut faire face au développement de la production qui s'accroît plus vite que la consommation. » Il ajoute même de façon un peu

9. J.-M. Jeanneney : *Forces et faiblesses de l'économie française 1945-1956*, Colin, 1956, p. 56.

10. *Le Monde*, 17-18 septembre 1961.

péremptoire qu' « il n'y a pas de solution aux problèmes agricoles français à l'intérieur de la France ». De façon à illustrer les difficultés, J.-M. Jeanneney rappelait aussi que les importations de denrées alimentaires de l'O.E.C.E. (moins la France) s'élevaient à environ 7.5 milliards de dollars en 1956 (dont 4 milliards pour le Royaume-Uni), et que si la France augmentait sa production de 25 p.c. (25 p.c. de 14 milliards) et désirait l'écouler dans l'O.E.C.E., elle devrait déloger la moitié des fournisseurs habituels...

Les échanges avec les pays de l'O.E.C.E.¹¹ (Métropole) groupent la moitié des importations et les trois quarts des exportations de produits agricoles de la France, et le rôle de la C.E.E. est déterminant, principalement à l'exportation. Rappelons le conflit qui oppose l'Allemagne fédérale (consommateur) à la France et aux Pays-Bas (fournisseurs) ; au cours de novembre 1960 le premier pays s'opposait avec éclat à la réduction douanière de 5 p.c. qui doit intervenir sur les produits agricoles non libérés, demandant aussi à la France, au Bénélux et à l'Italie de renoncer aux subventions à la production et à l'exportation pour les produits dits sensibles (vins, fruits, certains légumes, viande, produits laitiers). L'Allemagne fédérale espère alors améliorer son agriculture et faciliter les ventes de produits industriels à des fournisseurs (extérieurs à la C.E.E.) de produits agricoles. On lui a répondu fort justement que de telles subventions existent chez les concurrents étrangers : Danemark, Suède, Pologne, Espagne, Tunisie, Maroc.

Voyons maintenant l'agriculture et le commerce des produits agricoles du Marché Commun. Les données¹² remontent à quelques années, mais les comparaisons demeurent valables. « La valeur de la production agricole des six pays de la Communauté a été évaluée pour la campagne 1955-1956, à 18.44 milliards de dollars U.S.A., après conversion aux taux officiel du change, dont 10.4 milliards (55 p.c.) pour les produits de l'élevage. » La valeur de la production agricole dépasse la valeur de la production des matières industrielles de base des six pays.

11. L'étude est effectuée au moment de sa mutation en O.C.D.E.

12. « Le Marché Commun agricole » ; *Notes et Études documentaires*, no 2819, 1953, p. 8.

Il y a des divergences profondes d'un pays à l'autre. Ainsi, en données globales (à valeur indicative seulement), l'Allemagne fédérale groupe plus de 32 p.c. de la population de la C.E.E., ne concentre que 23 p.c. de la production agricole brute ; la situation est inversée pour la France, soit respectivement 26 et 37 p.c. Les divergences population-production sont peu marquées pour les autres pays de la Communauté. On note une forte augmentation de la production agricole de la C.E.E. par rapport à l'avant-guerre (la production de viande, de lait, d'œufs et de beurre de la campagne 1957-58 serait ainsi égale à 130 p.c.). Le degré d'auto-provisionnement est élevé, mais 13 p.c. des besoins sont comblés par des achats extérieurs, soit le tiers des importations mondiales de produits agricoles. Ce commerce a enregistré un accroissement marqué (en valeur) au cours de la dernière décennie.

Obstacle de taille à l'évolution harmonieuse de l'intégration économique des partenaires du Marché Commun, le problème agricole va bénéficier d'un énergique traitement global, par suite des décisions du conseil des ministres des Six qui se sont réunis à Bruxelles (14 janvier 1962). Au départ des négociations, la France voulait obtenir de nouveaux débouchés, et l'Allemagne fédérale désirait conserver son système avantageux avec les pays tiers. L'harmonisation finale de positions aussi divergentes est à souligner.

Des règlements particuliers interviennent pour les céréales, la viande porcine, les œufs, les volailles, les vins et les fruits et légumes. Les céréales et produits dérivés (viande porcine, œufs, volailles, produits laitiers) seront régis par une organisation communautaire des marchés ; pour les autres produits, une plus grande initiative est laissée aux professionnels¹³. La politique commune est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 1962, et la mise en place durera sept ans et demi ; le commerce des céréales avec les pays tiers a été libéré dès cette date, et les droits douaniers remplacés par des prélèvements, système d'égénéralisation des prix qui s'éteindra de lui-même en 1969. Dès le début, le commerce des fruits et légumes entre les partenaires a été libéré, et les droits douaniers seront supprimés le 1^{er} janvier 1964. Mentionnons encore le système des prix minima et le fonds d'orientation et de garantie, qui vont fortement concourir à la liquidation du problème agricole. Dès 1965, le

13. *Le Monde*, 16 janvier 1962.

Marché Commun pourrait se suffire à lui-même, sauf en céréales ¹⁴. Le Canada est intéressé au premier chef par cette évolution, et nous en avons déjà longuement discuté les divers facteurs dans d'autres études ¹⁵.

*
* *
*

Les échanges avec l'Outre-mer concentrent les trois dixièmes du commerce français. Leur importance est primordiale, et il importe d'examiner le contexte dans lequel ces échanges se déroulent, et aussi la façon dont les règlements de la C.E.E. peuvent influencer leur évolution.

Au cours de l'élaboration initiale des règlements de la C.E.E., on décida d'associer plus étroitement les pays extra-européens déjà liés sur le plan politico-économique, par la mise au point d'une formule d'association comprenant une politique d'investissement en commun et l'accroissement des échanges commerciaux réciproques. Les modalités d'application furent alors énoncées pour une période de cinq ans et le Fonds de Développement pour les Pays et Territoires d'Outre-mer nanti de 580 millions de dollars ¹⁶. À l'exception des produits apportant des revenus essentiels à l'équilibre budgétaire de certains pays d'Outre-mer, on a aussi décidé la double élimination progressive des droits et des contingents.

Cette première phase s'est terminée le 31 décembre 1962, et la commission Hallstein ¹⁷ propose un nouvel accord pour la période 1963-69 avec les 16 États associés (devenus indépendants depuis le Traité de Rome) et 8 territoires, encore dépendants, d'Outre-mer. On prévoit la constitution d'un conseil suprême des ministres, la refonte de l'organisme d'aide (qui s'est révélé peu efficace), la création d'un système de prêts et d'un Institut européen de développement. Un désarmement douanier accéléré doit intervenir pour un certain nombre de produits tropicaux, lié à un système d'aide directe à la production : avances remboursables pour stabiliser les exportations et améliorer la production de café, des bananes, de coton, etc., caisse commune d'amé-

14. *Le Monde*, 21-22 janvier 1962.

15. « L'évolution de l'économie et du commerce extérieur du Canada depuis la fin du XIX^e siècle » ; sous presse.

16. J.-F. Deniau, *Le Marché Commun* ; collection « Que sais-je ? », P.U.F., 1958, 127 pages.

17. *Le Monde*, 16-17 juillet 1961.

lioration et de diversification des cultures ; 1 p.c. du produit national des États associés doit servir à rendre leurs productions concurrentielles sur le marché mondial. À l'intérieur de la C.E.E., des pays comme l'Allemagne fédérale et l'Italie doivent éliminer les taxes à la consommation sur les produits tropicaux.

De nombreux problèmes surgissent entre les partenaires au sujet de la politique commune à établir ¹⁸. Les Pays-Bas et l'Allemagne fédérale désirent que les États associés soient traités sur le même pied que les pays tiers (art. 238) ; il faut rappeler que ces pays font l'essentiel de leur commerce africain avec la zone sterling et qu'ils sont nullement désireux de favoriser la France. Le représentant permanent de la France à Bruxelles, monsieur Boegner, a récemment énoncé le point de vue de son pays ¹⁹. Il a souligné que les États associés devraient bénéficier d'avantages équivalents ou supérieurs au régime actuel, et il a même suggéré le contingentement des importations de produits tropicaux en provenance d'autres pays.

Au début de mars 1962, un nouveau régime d'association entre le Marché Commun et les 16 pays africains et malgache fut promulgué à Bruxelles, régime portant sur les principes et les orientations. C'est grâce aux concessions des Pays-Bas et de l'Allemagne fédérale qu'on a pu en venir à une entente. Voici les principales décisions.

La zone de libre-échange est maintenue entre la C.E.E. et l'Afrique associée. Un aménagement du tarif extérieur commun (vis-à-vis des pays tiers) doit survenir pour les produits tropicaux ; la France va demander l'accord de l'Outre-mer sur la proposition d'une baisse de 50 p.c. par la commission Hallstein. Les mesures compensatoires d'aide à la production seront appliquées immédiatement (25 millions de dollars par année), de même que les interventions financières comblant la différence entre les prix africains et les prix mondiaux (80 millions de dollars par année). Parallèlement, une action communautaire est entreprise pour la stabilisation des cours mondiaux de produits tropicaux. Enfin, sur le plan de la coopération technique et financière, les fonds du F.E.D.O.M. seront portés à 220 millions de dollars par année. Il reste toutefois à traverser une dernière barrière d'importance, soit les conférences ministérielles eurafricaines.

¹⁸. *Le Monde*, 23-24 juillet 1961.

¹⁹. *Le Monde*, 29 septembre 1961.

Les relations des pays de la C.E.E. avec les États associés et les territoires d'Outre-mer n'apportent pas que des bénéfices aux premiers. De nombreux problèmes africains sont cruciaux : accroissement démographique accéléré, faible niveau de vie, sous-emploi chronique, limitation des ressources exploitées et monolithisme des cultures. L'assistance européenne (principalement française) est pourtant considérable. On enregistre une forte croissance des productions agricoles d'exportation, l'aménagement de barrages (hydroélectricité), une certaine industrialisation et la mise en valeur du sous-sol.

La situation actuelle ne laisse pas prévoir d'évolution spectaculaire des échanges commerciaux entre la France et la plupart des États associés et territoires de la Communauté ; c'est au niveau de l'Algérie et du Sahara que se situent les problèmes. Les départements algériens et sahariens, dont le rôle est déjà déterminant dans le commerce avec la zone franc (35.7 p.c. de l'importation et 53 p.c. de l'exportation en 1960), groupent le huitième du commerce extérieur global de la France, premier client (avant l'Allemagne fédérale) et troisième fournisseur (après l'Allemagne fédérale et les États-Unis) ; ceci ne les empêche pas d'enregistrer un déficit commercial croissant (700 millions de NF en 1954 et 3,226 en 1959). Le déficit des invisibles est aussi très élevé. La réalisation du plan de Constantine et la poursuite des opérations militaires sont les deux grands facteurs qui alourdissent le passif. Le Plan mené à terme et les hostilités terminées, le déficit devrait être ramené à un niveau beaucoup plus modeste ²⁰. Mais ceci est du domaine de la conjecture ²¹.

Le plan de Constantine, la stabilité économique et le règlement de la situation algérienne sont des questions étroitement liées. Au sujet du Plan, il semble déjà que la moitié des objectifs fixés en 1958 ne seront pas atteints. Un fait très précis démontre l'importance du retard à la réalisation du plan : les investissements globaux prévus au niveau d'un milliard de NF en 1961, n'ont atteint que le tiers de cette somme, semble-t-il. Les ralentissements les plus graves apparaissent dans les secteurs industriels.

Avant 1958, on comptait une quinzaine d'implantations nouvelles par année : on en a compté 250 en trois ans, plus 210 extensions d'ate-

20. *Le Monde*, 23 août 1961.

21. Texte rédigé avant l'accession de l'Algérie à l'indépendance.

liers. Toutefois, les deux tiers des usines seulement ont vu le jour (on ne compte que 20,000 emplois au lieu des 120,000 prévus) et les demandes d'implantations se sont raréfiées. Les secteurs métallurgie et mines seraient plus développés que la chimie, les textiles, l'industrie alimentaire.

Le bilan de la grande industrie est plus satisfaisant et on recense les aménagements de hauts-fourneaux à Bône, de raffineries, d'usines textiles et autres à Alger et dans sa banlieue, d'installations minières (phosphates) à Djebel-Onk, etc. Par contre, Arzew, qui devait devenir un des grands centres industriels algériens (avec Béni-Saf, Bougie, Tizi-Ouzou), est encore au point mort ; port d'arrivée du pétrole saharien, on doit y construire des usines (liquéfaction de gaz, engrais, complexe pétro-chimique, aluminium, ferro-alliages, etc.), un port industriel, une centrale thermique, etc.

Un mot sur les hydrocarbures. L'oléoduc Hassi-Messaoud-Bougie, qui a drainé 6.6 millions de tonnes de pétrole à la côte en 1960, devrait permettre d'élever ce volume à 8 millions en 1961, à 10 millions en 1963. Le gazoduc Hassi-R'Mel, qui permet actuellement l'entrée de 350,000 m³ par jour à Oran, en fournira 600,000 m³ à Alger par Relizane ²².

L'évolution actuelle de la situation politique laisse présager des changements fondamentaux qui affecteront dans un bref délai le statut de l'Algérie. Le plan de Constantine sera peut-être bouleversé : il semble que la création des complexes industriels et la réalisation des grands travaux publics ralentira, au profit des industries légères, ces dernières étant génératrices d'emplois dans l'immédiat. Quant au Sahara pétrolier, l'incertitude demeure.

*
* * *

Entre 1951 et 1960, la valeur du commerce extérieur français est passée de 30.9 à 64.9 milliards de NF, et un lourd déficit commercial a mué graduellement en un solde global positif. Le commerce avec la zone franc est caractérisé par une balance positive, et le commerce avec les pays étrangers par une balance négative ; celle-ci se réduit maintenant à peu de chose. Près de la moitié des échanges se font avec des

²². *Le Monde*, 5-6 octobre 1961.

pays européens ; ils ont gagné beaucoup de terrain au cours des dernières années. Le commerce avec les partenaires de la C.E.E. concentre les quatre septièmes des échanges européens. Le commerce avec les autres pays étrangers est fortement déficitaire (— 20 p.c.) : les États-Unis sont au premier rang, avec le cinquième de leur valeur.

Le commerce français compte des produits industriels pour environ 70 p.c., et des produits agricoles pour 30 p.c. La zone franc est essentiellement un fournisseur de produits agricoles et de matières premières. Le commerce avec les pays étrangers est mieux équilibré entre les produits agricoles et les produits industriels. Les produits manufacturés réunissent près des quatre cinquièmes de la valeur des ventes, mais seulement 30 p.c. des achats ; les autres éléments d'échange consistent en produits bruts et énergétiques, aliments et boissons.

Les grands secteurs du commerce des produits industriels sont les articles manufacturés (41 p.c.), les machines et le matériel de transport (27 p.c.), les produits chimiques (9 p.c.), les matières brutes (10 p.c.), les combustibles minéraux (13 p.c.). Près des quatre cinquièmes des ventes de produits agricoles consistent en produits alimentaires, contre seulement la moitié des achats ; les autres produits agricoles sont destinés à l'industrie.

La réalisation de l'Union Douanière s'effectue beaucoup plus rapidement que ne le laissaient prévoir les prévisions initiales. Au 31 décembre 1961, on enregistrait une baisse des droits de 40 p.c. sur les produits industriels par rapport au niveau de 1957 ; cette baisse serait bientôt portée à 50 p.c. Les produits agricoles, libérés et non libérés, ont profité de baisses respectives de 30 p.c. et de 35 p.c. (Le contingentement sur les produits industriels était aboli dès 1961.) Sur le plan du tarif extérieur commun rappelons le rapprochement des tarifs nationaux (31 déc. 1960) par une réduction de l'écart de 30 p.c. ; sur la base du T.E.C. réduit de 20 p.c. En 1960 aussi, on a libéré le mouvement des capitaux (investissements directs et valeurs boursières), levé les restrictions au transport intracommunautaire, mis en route une politique sociale et économique commune. En 1961, le niveau de la production industrielle dépasse de 30 p.c. celui de 1958. Le commerce intra-communautaire a fait un gain de 70 p.c. en quatre ans (exportations françaises doublées). Parallèlement, l'accroissement du commerce extérieur avec les pays tiers s'élève à 35 p.c. pour l'importation

et 26 p.c. pour l'exportation. Voilà un bilan plus que favorable pour une période initiale de quatre ans ²³.

Les partenaires de la C.E.E. manifestent dans les faits une volonté inébranlable à faire progresser rapidement leur intégration socio-économique. Rappelons brièvement les ententes sur le commerce des produits agricoles conclues au début de janvier 1962 et celles portant sur les relations avec les pays associés d'Outre-mer (mars 1962) ; au cours de la discussion sur le commerce des produits industriels, nous avons souligné aussi la bonne marche de la C.E.C.A. L'Euratom, dont l'organisation est plus récente, ne manifeste pas moins une activité qui laisse bien présager de l'avenir. Ce n'est pourtant pas le parfait accord pour autant et les obstacles de taille sont bien identifiés à l'horizon, comme les harmonisations sociales et la levée des dernières barrières douanières intra-communautaires.

Devant le succès de l'entreprise, bon nombre de pays songent sérieusement à se faire admettre dans le club économique : Royaume-Uni (éventuellement les autres pays de l'E.F.T.A.), Espagne, Turquie, Israël, etc. L'accord d'association avec la Grèce est déjà signé depuis le 9 juillet 1961. Malgré l'impossibilité de l'opération, on en discute même aux États-Unis et au Canada. Nous verrons plus loin comment l'admission du Royaume-Uni, qui ne semble plus maintenant qu'une question de temps, peut être envisagée.

Les États-Unis se préoccupent de l'Europe depuis la guerre, du Plan Marshall à l'O.E.C.E., et de celle-ci à l'O.C.D.E., organisme qui, entre autres objectifs, doit assouplir les règles de concurrence entre les pays membres. La nouvelle administration Kennedy n'a pas tardé à témoigner sa sympathie à la C.E.E., et a entrepris des négociations tarifaires par l'entremise du G.A.T.T. ; il en est résulté, au début de mars 1962, un accord portant sur une baisse réciproque de 20 p.c. des droits sur les produits industriels. De son côté, le Canada n'a pas encore de politique définie vis-à-vis du Marché Commun ; il se rattache encore au Royaume-Uni, et lui rappelle solennellement ses promesses envers le Commonwealth.

En 1960, le Royaume-Uni occupe le 6^e rang (1,137 millions de NF) parmi les fournisseurs étrangers de la France (5 p.c. du commerce étranger ou 3.6 p.c. du commerce total), et le 5^e rang (1,713

23. P.-O. Lapié, *Les trois communautés* : Fayard, 1960.

millions de NF) parmi les clients (7 p.c. du commerce étranger ou 5 p.c. du commerce total). Il s'agit donc de relations économiques très importantes, et si de 45 à 50 p.c. du commerce britannique se déroule à l'intérieur du Commonwealth, la part de la C.E.E., qui atteint 13 ou 14 p.c., est encore supérieure à celle de l'E.F.T.A. (10 p.c.).

Une étude de la Documentation Française²⁴ (données de 1956 en partie) indique que les T.O.M. britanniques et les États-Unis occupent les premier et deuxième rang, tant à l'importation qu'à l'exportation, du commerce du Royaume-Uni, et que les cinq rangs suivants sont occupés par des membres du Commonwealth. Au 8^e rang, on trouve enfin un pays membre de la C.E.E. (Pays-Bas). La France occupe alors le 12^e rang quant aux exportations britanniques (248 millions de dollars) et le 10^e aux importations (314 millions) ; les membres de la C.E.E. sont tous inclus dans les seize premiers clients et fournisseurs britanniques.

La cherté des produits manufacturés britanniques et l'avilissement du prix des matières premières sont les deux phénomènes rendus responsables du ralentissement certain (en valeur) des échanges, survenu entre le Royaume-Uni et les membres du Commonwealth, que l'on peut suivre de 1953 à 1958 : l'importation des produits du Commonwealth s'est élevée de 2,919 à 3,578 millions de dollars (+ 21 p.c.) mais l'exportation a baissé de 3,399 à 3,241 millions de dollars (— 5 p.c.).

Si 50 p.c. du commerce du Commonwealth se fait entre les membres de cette communauté, les échanges avec la C.E.E. ont singulièrement progressé au cours des dernières années : l'importation de produits de la C.E.E. est passée de 812 à 1,486 millions de dollars (+ 95 p.c.), et l'exportation de 1,499 à 1,861 millions de dollars (+ 24 p.c.). Ainsi, la valeur globale des échanges a augmenté de 47 p.c. (1,136 millions) et celle des échanges avec le Royaume-Uni de 7 p.c. (550 millions) seulement. En 1953, les échanges entre le Commonwealth et la C.E.E. représentaient 38 p.c. des échanges entre le Royaume-Uni et le Commonwealth ; 50 p.c. en 1958. La valeur des échanges Royaume-Uni-Commonwealth demeure cependant deux fois plus élevée que la valeur de ceux qui se font avec la C.E.E.

24. « Commonwealth et Marché Commun », *Notes et Études Documentaires*, no 2759, 1961.

*
* *
*

Les premières négociations en vue de l'entrée du Royaume-Uni dans le Marché Commun, et éventuellement dans la C.E.C.A. et l'Euratom ont échoué. Les intérêts du Commonwealth étaient en jeu dans ces négociations. Nous avons souligné ailleurs²⁵ les difficultés qui se posent au nivellement de l'agriculture anglaise et continentale et à l'exportation des produits canadiens, et mentionnons encore tout un secteur de problèmes qui intéresse les produits tropicaux de l'Outre-mer britannique ; les intérêts français suivent cette question de près.

Notons que l'Association Européenne de Libre-Échange (E.F.T.A.) a vu le jour à Stockholm le 20 novembre 1959 ; les barrières douanières entre les 7 partenaires devraient disparaître entre 1960 et 1970. Assez paradoxalement, ces pays entretiennent des relations commerciales plus importantes avec les pays membres de la C.E.E. qu'avec le Royaume-Uni. L'intégration des pays de l'E.F.T.A. au Marché Commun ne soulève pas d'enthousiasme ; l'industrie papetière, entre autres, craint vivement l'invasion des produits scandinaves.

Voyons maintenant la position des producteurs français. D'une façon qui contraste avec la période de lancement du Marché Commun, les industriels français sont plutôt sereins devant l'entrée possible du Royaume-Uni dans la Communauté²⁶ ; la plupart des secteurs industriels (moins le matériel agricole) seraient en position concurrentielle, à la condition, bien entendu, que le rapport des prix ne soit pas changé par une baisse de la livre. Des problèmes généraux se posent cependant, comme l'égalisation des salaires masculins et féminins, les règles différentes en droit et en administration, et surtout, entre les systèmes de mesure et les normes industrielles. (Il apparaît évident que les frais d'adaptation de production pour un marché étranger de 150 millions d'habitants sont moins élevés que pour satisfaire un marché de 50 millions.) Le jeu américain inquiète aussi les industriels : on suit avec inquiétude la montée du niveau des investissements en dollars au Royaume-Uni ; l'industrie automobile française est anxieuse à juste titre.

25. « L'évolution de l'économie et du commerce... », *op. cit.*

26. *Le Monde*, 12-13 octobre 1961.

Vis-à-vis du Commonwealth les industriels français demandent la suppression de la préférence impériale. En régime de compétition normale les pays industriels de cette communauté ne sont pas craints ; il faut faire exception toutefois pour les produits chimiques et l'aluminium canadiens. La situation est différente pour les pays à bas salaires (i.e. Hong-Kong) produisant une masse d'articles manufacturés à bas prix ; on exigera là des restrictions quantitatives.

La mise en application tenace et poussée des plans d'aménagement et de modernisation correspond, pour la France, à une nouvelle philosophie de la vie économique, sociale, politique. Plans du réel, mais réalité qui à son tour rode et ajuste aussi les grandes lignes de force de l'expansion : le I^{er} Plan (1946-1952) est servi par une utilisation judicieuse des ressources de l'Aide Marshall, et s'accomplit parallèlement aux premières tentatives d'unification économique de l'Europe occidentale (O.E.C.E.). Le début des années '50 voit à la fois l'inflation coréenne et le lancement de la C.E.C.A.

Un II^e Plan ambitieux (1954-1957) est mis en marche et le P.N.B. s'élève de 40 p.c. au lieu des 25 p.c. prévus, mais la situation contient des germes de déséquilibre (ralentissement des dépenses d'équipement, sortie de devises). C'est le III^e Plan (1958-1961) qui en souffrira, et dès la fin de l'année 1959 il faut accorder les prévisions à la réalité : c'est le Plan intérimaire (1960-1961). La C.E.E. vient de démarrer, le potentiel énergétique s'élève rapidement (pétrole, gaz naturel), l'industrie française de transformation est développée.

La valeur du commerce extérieur a doublé au cours de ces événements, et le déficit a mué graduellement en un solde positif. Plus de la moitié des échanges se font avec l'Europe, dont les 4/7 avec les partenaires du Marché Commun. Le commerce intra-communautaire s'est accru de 70 p.c. en 4 ans et les ventes françaises ont doublé. Parallèlement, la valeur des échanges avec l'étranger s'est accrue de 30 p.c. On accélère présentement l'intégration économique, et, après maintes péripéties, des ententes concrètes prennent place pour les produits agricoles (1962). Des négociations sont en cours pour le renouvellement des ententes avec l'Outre-mer. Plusieurs pays européens sollicitent leur entrée dans une Communauté aux perspectives jugées alléchantes.

Le IV^e Plan (1962-1965) va encadrer l'évolution sociale et économique française des prochaines années, et le produit intérieur brut

doit s'élever de 22 p.c. en 4 ans ; tous les secteurs de la production vont bénéficier d'une forte impulsion de même que les services. Le goulot d'étranglement de la rareté de main-d'œuvre qualifiée sera écarté par la « mise en circuit » de 250,000 à 300,000 militaires du contingent. Une portion notable de la population active (850,000 personnes) sera rapidement dirigée vers le secteur tertiaire : enseignement, recherche, services, etc. (D'après le rapport de la Commission de la main-d'œuvre du IV^e Plan.)

Les investissements sociaux seront massifs (retards accumulés, progression démographique), mais le souci d'un commerce extérieur en expansion est aussi au premier plan des préoccupations. On espère un surplus d'échanges de 500 millions de NF en 1965, 700 millions en ajoutant les invisibles. Ce surplus doit être obtenu essentiellement par les échanges avec l'étranger.

Le Marché Commun et la zone franc ont été les deux premiers pivots du commerce français au cours des dernières années, mais l'entrée possible du Royaume-Uni dans la C.E.E. (4 p.c. du commerce français actuel), et surtout la libération des échanges avec les États-Unis (suivi du Canada), vont ouvrir des entailles profondes dans cette structure simple. Et du côté du tiers-monde, les discussions actuelles le démontrent, l'Outre-mer français devra compter avec d'autres pays tropicaux pour la vente de ses produits.

La diversification géographique des échanges devrait être favorable au commerce extérieur français, mais dans dix ans, oserons-nous discuter encore d'un commerce français distinct de celui de l'ensemble du Marché Commun ?

Pierre-Yves PÉPIN,
docteur en géographie de
l'Université de Rennes (3^e Cycle).